



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

L'interdiction de Dieudonné : une entreprise de diversion ! Ce sont les licenciements qu'il faut interdire !

Bulletin national activités postales du NPA - JANVIER 2014



Valls en champion de la lutte antiraciste ? Lui qui voulait des « blancs, des white et des blancs » à Evry, lui qui se glorifie d'avoir expulsé plus de sans-papiers que Sarkozy ? Lui qui ne lésine pas sur les propos racistes à l'encontre des Roms qui selon lui « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie » ? Mais de qui se moque-t-on ? Les délires racistes de Dieudonné, ami intime de Jean-Marie Le Pen, doivent être combattus mais l'interdiction de ses spectacles ne sert pas à cela... elle pourrait même les renforcer !

En fait, le gouvernement met en place une entreprise de diversion pour qu'on ne parle plus des sujets qui peuvent dresser les travailleurs contre lui : le chômage et les nouveaux milliards de cadeaux au patronat, avec le « pacte de responsabilité » annoncé par Hollande. Pendant qu'on se focalise sur Dieudonné on oublie de s'affronter à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Deux faces d'une même pièce

Le raciste Valls vaut bien l'antisémite Dieudonné. Dire que les Juifs sont responsables de tous les maux est un grand classique de l'extrême droite. Mais nos ennemis, ce sont les dirigeants du CAC 40, ces 40 voleurs qui ont vu leurs salaires s'élever en moyenne à 3,48 millions d'euros annuels en 2013. Notre ennemi, c'est ce gouvernement qui est à leur service. Les uns ou les autres sont athées ou croyants, mais l'essentiel est ailleurs, ils sont 100 % bourgeois, 100 % anti-ouvriers. Et tous ceux qui veulent détourner notre colère de nos véritables ennemis sont de fait les complices de ceux qui nous exploitent. Le racisme est une arme au service des patrons pour diviser les travailleurs.

Ce qui remet en cause le système établi, c'est lorsque ceux qui produisent les richesses - quelle que soit leur nationalité ou religion

n'acceptent plus les règles du jeu du capitalisme. En particulier, le racket de la richesse produite par la majorité de salariés au profit d'une minorité d'actionnaires et de patrons. C'est lorsque nous contestons le pouvoir des capitalistes à tout décider, tout contrôler pour accroître leurs profits sur notre dos.

La colère des Goodyear est légitime

La violence n'est pas là où on veut nous la montrer. Oui, nous sommes du côté de ceux qui occupent et séquestrent leurs patrons, lorsqu'ils voient leurs emplois partir en fumée. Car toutes ces boîtes qui ferment et licencient anéantissent des vies et des familles entières. A quoi bon avoir tous les pouvoirs comme aujourd'hui le PS, si cela ne sert qu'à protéger des corrompus comme Dassault en refusant de lever son immunité parlementaire. Si le gouvernement voulait protéger les salariés, c'est l'interdiction des licenciements qu'il déciderait !

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes

La CGT d'Arcelor Florange ont appelé à rejoindre les Goodyear à Amiens. Tout ce qui est un pas vers la convergence est un pas qui va dans le bon sens. Pour imposer l'interdiction des licenciements, il faudra que tous ceux qui résistent aujourd'hui séparément pour défendre leurs emplois, s'opposent aux suppressions de postes et à la casse de la Sécurité sociale convergent dans un mouvement d'ensemble.

Cela implique que tous ceux qui militent pour cela tissent des liens, se mettent en réseau, pour combattre l'isolement. Et cela d'autant plus que les directions syndicales sont bien silencieuses. Si une journée de grève interprofessionnelle est finalement lancée le 6 février, il faudra s'en saisir comme une première étape pour atteindre cet objectif et s'affronter à la politique du gouvernement et du patronat.

Quand communication rime avec exploitation

A La Poste, la communication est utilisée pour mieux exploiter le personnel. Les Directions Parisiennes Courrier répètent avec acharnement qu'il y a moins de courrier à distribuer pour justifier les restructurations frénétiques et les suppressions d'emplois... Mais la Poste a-t-elle donné du temps aux facteurs pour vendre des timbres, et remplir leurs objectifs afin de ne pas être pénalisés à l'appréciation ? Non ! La Poste a-t-elle donné du temps pour demander systématiquement la carte d'identité de l'usager, pour remplir les nouveaux avis où le facteur doit attester son identité ? Non !

La Poste a-t-elle donné du temps pour gérer les caissettes de courrier communes, suite à la fermeture des Centres de Tri qui réduisent le nombre de sorties machine à Gonesse ? Non ! La Poste sait bien choisir l'information qui permet d'exploiter davantage ses salariés...

Un acharnement aux funestes conséquences...

Malgré le forcing de la Poste pour ne pas reconnaître sa responsabilité, la CPAM du Val de Marne a reconnu comme accident du travail, le suicide de notre collègue de 51 ans qui a mis fin à ses jours en février 2013. Nicolas C. alors en arrêt maladie suite à un burn-out, recevait des dizaines d'e-mails professionnels par jour, son chef l'appelait tous les soirs sur le portable et sur le fixe.

Répression dans le 92 : la Poste ne s'en lasse pas

Après la direction courrier, c'est maintenant la DOT Colis qui s'y met : les cadres de la PFC de Gennevilliers ont tenté d'empêcher des représentants syndicaux départementaux de venir distribuer un tract sur le centre. L'un des chefs est allé jusqu'à pousser l'un des syndicalistes à terre : 10 jours d'ITT. Résultat ? Ce sont 2 militants locaux qui sont convoqués en entretien préalable au licenciement ! Quant aux 15 postiers poursuivis pour « séquestration », ils vont prochainement passer en Cour de Cassation, et plusieurs d'entre eux risquent le licenciement... Ce n'est pas le moment de baisser la garde face à la répression !

Pas vu à la télé

Le NUMSA, le syndicat des métallos sud-africains (330 000 membres), est la plus grosse organisation ouvrière africaine. Lors de la grève de Marikana, où près de 40 mineurs grévistes avaient été assassinés par la police en Aout 2012. Le congrès réuni en décembre dernier a décidé d'ouvrir un processus de lancement d'un nouveau parti ouvrier, dans l'objectif de

combattre l'ANC, qui gouverne l'Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid.

1+1+1+1...

Montauban (82), Beaumont-le-Roger (27), Onet-le-Château (12), Vincennes (94), Plancoët (22), Château-Rouge (75), Bellême (61), Alès, Salindres et Nîmes (30), Marquise, St-Martin, Outreau, Boulogne, Lens et Avions (62), Mérignac (33), Rueil-Malmaison (92), Amiens (80), Rodez (12), Tournon-St-Martin (18)... c'est la liste des grèves ayant eu lieu en décembre et début janvier. Ce sont souvent des grèves locales d'une ou deux journées, mais parfois des grèves reconductibles longues et parfois des grèves départementales comme le 14 janvier à l'Enseigne dans le 35... une grève départementale reconductible est même préparée par la CGT et SUD à Paris à l'Enseigne à partir du 5 février... A quand le tous et toutes ensemble ??

Soutien aux Goodyear !

Montebourg a déclaré le 12 janvier dernier à propos de la situation à Goodyear Amiens : « La République, c'est la compréhension mutuelle ; ce ne sont, ni les insultes, ni la violence, que nous ferons cesser immédiatement si cela se reproduit. » Mais supprimer 1200 emplois, n'est-ce pas cela la violence ? Ce gouvernement n'a pas de mots assez durs pour les salariés comme les Goodyear qui se battent pour sauver leurs emplois mais fait les yeux doux aux patrons qui pleurent la bouche pleine. Face à eux, un seul mot d'ordre : interdiction des licenciements !

Suicide ou décès accidentel sur la PIC Gonesse : le personnel réagit !

Grégory, un collègue nuitoux de Gonesse a été retrouvé décédé chez lui le 20 décembre. Sans faire de conclusions trop rapides sur les causes du décès, tous les agents souffrent du manque d'humanité sur la PIC et du durcissement managérial. Ainsi, face au comportement de la direction locale qui n'avait même pas été capable de réunir les agents pour faire une minute de silence, parce qu'il y avait trop de trafic, les agents ont arrêté les machines le 23 décembre à 22h30, se sont rassemblés et ont organisés eux-mêmes le dernier hommage qu'il fallait pour Grégory sur le centre. Après la minute de silence, les militants SUD et CGT ont pris la parole pour rappeler que les multiples appels à la grève avaient un sens, celui de créer plus de solidarité entre collègues sur la PIC !